

Document d'information  
Campagne Plantations

**LE MARCHÉ DU CARBONE:**  
**Dans le sillage de nouveaux problèmes**  
Larry Lohmann



**Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales**

## Table de matières

---

Climat et dioxyde de carbone	3
Le monde est en train de se réchauffer	3
Deux approches concernant le réchauffement global	4
Un sujet politique et écologique	5
Quelle approche s'avère la plus efficace?	6
La solution des plantations en tant que puits de carbone	8
Qui sont les bénéficiaires?	10
Mais finalement, à qui appartient l'atmosphère?	13

## Climat et dioxyde de carbone

Les changements du climat terrestre, même les plus insignifiants, ont toujours eu des conséquences sur la vie des sociétés humaines. En l'année 535 après J.C., après qu'une éruption volcanique eu rendu le climat plus frais et plus sec, il y a eu des migrations, des famines, des fléaux, ainsi que des changements dans l'agriculture, et peut-être même la disparition d'une civilisation originaire du continent américain. Cinq cents ans plus tard, lorsque le climat est devenu plus tempéré, les vikings ont pu établir des colonies dans le Groenland. Et quand le climat redevint froid, d'implacables tempêtes anéantirent de nombreuses colonies humaines à proximité de la Mer du Nord.

Dans cette perspective, les modifications actuelles du climat mondial sont encore plus dévastatrices que toute autre transformation ayant eu lieu dans l'histoire de l'humanité. Leur cause principale est l'augmentation de la quantité de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) présent dans l'atmosphère.

L'habitabilité de la planète dépend de la teneur en dioxyde de carbone dans l'atmosphère: celle-ci ne doit ni diminuer ni augmenter en de grandes proportions. En absence de CO<sub>2</sub> et autre gaz qui permettent que la chaleur reste près de la surface de la Terre, sa température moyenne baisserait jusqu'à -6°C. Et en présence de trop de CO<sub>2</sub>, l'eau des océans commencerait à bouillir. Aux les niveaux actuels, la surface terrestre reste à une température moyenne adéquate de 15°C.

Le maintien de la teneur en dioxyde de carbone dans des limites raisonnables exige la permanence d'un équilibre complexe au sein de l'atmosphère, des océans, des êtres vivants, de l'écorce et de la couche terrestres. Les volcans émettent du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère tandis que la météorisation des roches silicatées – dans laquelle interviennent l'action de l'eau et l'activité des plantes– en consomme. Les organismes vivants extraient du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et approvisionnent en carbone leur corps ou carapace. Une partie de celui-ci revient rapidement à l'atmosphère en raison de l'action de la décomposition et du feu. Les carbonates, qui s'accumulent dans les fonds marins en raison de la météorisation, le ruissellement et autres processus, finissent parfois sous les plaques continentales des bords océaniques, et reviennent à l'atmosphère des millions d'années plus tard à travers l'activité volcanique. D'autres stocks de carbone se trouvent enterrées dans les profondeurs terrestres sous forme de charbon et de pétrole. Dans l'ensemble, la masse de carbone accumulée dans les roches, conséquence de l'activité des organismes vivants, est 100 000 fois supérieure à celle qui est présente dans l'atmosphère. Par ailleurs, la masse de carbone présente dans les organismes vivants est seulement quatre fois plus importante que celle qui se trouve dans l'atmosphère.

Néanmoins, durant les 150 dernières années et en particulier à partir de la Deuxième Guerre Mondiale, l'activité industrielle a libéré dans l'atmosphère de grandes quantités de ce carbone, confinées jusqu'alors en lieu sûr. Avant le début de la Révolution Industrielle, 580 milliards de tonnes de carbone étaient stockées dans l'atmosphère. Aujourd'hui, ce chiffre atteint 750 milliards –le plus haut chiffre des dernières 200 000 années– et par ailleurs, il augmente de 6 milliards tous les ans. 90% de cet accroissement des émissions de CO<sub>2</sub> et autre gaz qui sont à l'origine du réchauffement global de la planète provient des pays du Nord.

## Le monde est en train de se réchauffer

Les effets de cet accroissement commencent déjà à être visibles. Depuis la fin du XIXe siècle jusqu'à ce jour, la température globale a augmenté de 0,6°C. La décennie des années 1990 a été la plus chaude des décennies observées. De très fortes tempêtes de plus en plus nombreuses –un sous-produit du réchauffement global– se déchaînent sur la Terre. Les moussons asiatiques sont chaque fois plus imprévisibles. Des sécheresses et des inondations extrêmement fortes et inhabituelles sévissent en Chine, en Afrique orientale, au Moyen orient, en Europe, en Amérique du Nord, en Nouvelle Zélande, en Amérique latine et sur le sous-continent indien. Les eaux s'étant réchauffées et contenant davantage de CO<sub>2</sub>, les récifs de corail, qui protègent les lignes de côte et alimentent l'industrie de la pêche, sont en train de disparaître. Pendant ces vingt dernières années, l'Océan arctique a perdu une surface de glace équivalente à celle de la superficie de l'état du Texas, tandis que l'épaisseur de la couche de glace qui couvre l'Océan arctique est passée de 3,1 à 1,8 mètres depuis la fin des années 1950. Par ailleurs, le bouclier de glace Larsen de l'Antarctique a été séparé du continent.

Le futur s'avère encore plus menaçant. L'excès de dioxyde de carbone présent actuellement dans l'atmosphère aura encore des effets nocifs pendant un ou deux siècles tandis que sa concentration continue à s'accroître. Les estimations indiquent que, d'ici l'année 2100, le niveau moyen de la mer augmentera de 50 centimètres environ, et que si la masse de glace de la zone occidentale de l'Antarctique s'enfonçe dans la mer, le niveau pourrait encore monter de 6 mètres. La production de céréales dans le Sud pourrait diminuer dangereusement lors des 50 prochaines années en raison des phénomènes causés par le changement climatique: dégradation du sol, inondations, sécheresses et accroissement du nombre de fléaux. Les maladies transmises par les insectes –notamment le paludisme– peuvent s'étendre à d'autres régions. Dans l'impossibilité de s'adapter à la vitesse de tous ces changements, de nombreuses espèces ainsi que de nombreux écosystèmes disparaîtront. Des millions de «réfugiés climatiques» pourraient se mettre en marche d'un moment à l'autre.

Mais le plus grave de tout cela, ce sont les conséquences incontrôlables que ces modifications pourraient entraîner. L'accroissement de la température pourrait déstabiliser facilement les hydrates de méthane (dans lesquels les molécules de méthane sont retenues par des molécules d'eau) présents au fond de la mer ou sous la toundra arctique, libérant ainsi des milliards de tonnes de méthane, un gaz à effet de serre vingt fois plus puissant que le dioxyde de carbone lui-même. L'accroissement de la température pourrait également provoquer la mort subite des forêts et l'assèchement des marécages ce qui transformerait les dépôts de carbone –notamment la forêt amazonienne– en d'énormes sources émettrices de CO<sub>2</sub>. Par ailleurs, lors de la fonte des glaces polaires, le réchauffement pourrait être accéléré en raison de la réduction de la quantité d'énergie réfléchiée par la surface polaire.

Ce phénomène aurait des conséquences graves sur la circulation des courants chauds océaniques. Par exemple, le courant du Golfe pourrait disparaître, ce qui plongerait l'Europe du Nord dans un froid glacial, tandis que d'autres régions du monde se réchaufferaient.

Bref, l'augmentation de la teneur de carbone atmosphérique ne peut pas continuer. Un accroissement de seulement 200 milliards de tonnes entraînerait un réchauffement de la température globale de 2 à 3 degrés Celsius ce qui impliquerait une vague de chaleur sans précédents dans l'histoire de l'humanité. Avec une augmentation de 300 milliards ou plus, le résultat serait catastrophique, notamment parce que des effets incontrôlables pourraient avoir lieu, rendant la Planète inhabitable. Il reste encore plus de 4 000 milliards de tonnes de carbone sous forme de combustibles fossiles qui attendent d'être extraits et brûlés, dont  $\frac{3}{4}$  sous forme de charbon. Tout laisse penser que la plupart de ce matériel doit être maintenu sous terre.

## **Deux approches concernant le réchauffement global**

Au début des années 90, les entreprises majoritairement responsables de l'extraction et de l'utilisation de combustibles fossiles niaient l'existence du phénomène de réchauffement global en tant que problème créé par l'industrie, ou alors elles affirmaient que son importance ne justifiait pas la mise en place d'une action politique concertée. Et le point de vue de ces entreprises s'est avéré très influent. Les interlocuteurs des Etats Unis désignés pour traiter ce sujet –les émissions de CO<sub>2</sub> des Etats Unis équivalent à celles de 135 pays du Sud ou à 3 milliards de personnes– recevaient en permanence des instructions provenant de groupes représentants l'industrie, notamment la Coalition globale pour le climat (Global Climate Coalition) qui a dépensé des millions de dollars en vue de diffuser des informations soi-disant scientifiques.

Mais les effets qui ont été constatés pendant ces dernières années ne laissent presque plus de doutes permettant de nier le fait que le réchauffement global a commencé. Il devient alors presque impossible de soutenir que la consommation du restant des réserves de combustibles fossiles ne nous mènera pas au désastre.

Seulement deux approches sont possibles en ce qui concerne cette crise:

L'une d'elles propose de réduire radicalement et rapidement l'utilisation de combustibles fossiles. Ceci exige avant tout de réduire les émissions «de luxe» de la part des personnes qui ont déjà épuisé la quote-part

des puits et des dépôts de carbone qui leur correspondent à juste titre <sup>1</sup>. Elle propose également de promouvoir la conservation et l'efficacité énergétiques, l'emploi généralisé de l'énergie solaire et autres sources d'énergie renouvelable ainsi que l'agriculture écologique au lieu de l'industrielle.

Par contre l'autre approche implique l'adoption de programmes spéculatifs visant à modifier la biosphère et l'écorce terrestre en vue de les permettre d'absorber d'avantage de CO<sub>2</sub>. Dans le but de «sécuriser» un niveau élevé de consommation de combustibles fossiles en constante accélération, de la part des nations et des groupes les plus riches, cette approche reçoit un grand soutien des industries productrices et consommatrices desdits combustibles ainsi que des fonctionnaires des Etats-Unis et autres pays du Nord. Le Département de l'énergie des Etats-Unis, par exemple, est en train de faire actuellement des recherches sur la possibilité de concevoir des projets à grande échelle permettant la «manipulation» intensive d'écosystèmes terrestres, océaniques et de l'écorce terrestre de façon à ce qu'ils puissent stocker entre trois et six fois plus de carbone qu'aujourd'hui. Leur objectif est de permettre «une utilisation continue et à grande échelle de combustibles fossiles». Cette approche –notamment la promotion de plantations forestières à cet effet– a le soutien de nombreux technocrates, agents de promotion, experts, agences multilatérales, entreprises forestières et même de certaines organisations non gouvernementales (ONGs).

Parfois ces deux visions peuvent être perçues comme étant deux moyens complémentaires de contrôler l'accumulation atmosphérique de CO<sub>2</sub>. Pourtant, elles ne pourraient pas être plus éloignées l'une de l'autre, du point de vue politique aussi bien qu'en ce qui concerne leur efficacité pour réduire le réchauffement global.

## Un sujet politique et écologique

Analysons d'abord le problème du point de vue politique. En admettant que, en moyenne, un citoyen des Etats-Unis produit vingt fois plus de dioxyde de carbone qu'un citoyen de l'Inde, le premier représente une charge beaucoup plus lourde en ce qui concerne la capacité dont disposent les mécanismes du cycle du carbone pour maintenir stables les niveaux de CO<sub>2</sub>. De quelle manière les deux différentes approches mentionnées ci-dessus traitent ce problème?

La première approche considère que cette inégalité est un déséquilibre du pouvoir qui est à l'origine même du problème écologique. Il est donc proposé d'égaliser les émissions par habitant au niveau mondial ainsi que de les réduire globalement sans forcer aucune des deux parties à souffrir des pénuries inutiles. Il est à signaler, par ailleurs, que la «dette du carbone» que le Nord a envers le Sud, en raison de la surexploitation historique de l'atmosphère, reste toujours impayée.

La deuxième approche considère l'inégalité de l'impact dans le cycle du carbone en tant que simple donnée. Les pays riches industrialisés qui ont sur-utilisé l'atmosphère tout au long de l'histoire ont tout simplement le droit de le faire. Cette vision ignore complètement l'utilisation historique inégale des dépôts et des puits de carbone et favorise, par ailleurs, l'aggravation des inégalités existantes au niveau mondial en ce qui concerne l'accès aux ressources.

Cette vision sous-entend que tous les niveaux d'émissions de dioxyde de carbone –même les plus exagérés– sont acceptables si toutefois ils sont «compensés» par des activités qui absorbent du CO<sub>2</sub>. L'exemple le plus clair d'une activité de ce genre est la plantation d'arbres qui transforment, par photosynthèse, du CO<sub>2</sub> en carbone accumulé dans les forêts. Une entreprise industrielle émettrice de millions de tonnes de dioxyde de carbone peut ainsi être aussi «neutre» en ce qui concerne les émissions de carbone qu'un paysan qui émet une tonne annuelle, si toutefois cette entreprise plante des milliers d'arbres. On peut également faire valoir cette théorie en ce qui concerne les consommateurs individuels. Une organisation appelée «Future Forests» (Les forêts du futur) est en train de faire une promotion dans laquelle une famille britannique –père, mère, deux enfants, une voiture– peut s'avérer «neutre» en matière d'émissions de carbone si elle dépense 420 dollars par an pour planter 65 arbres tous les ans au Mexique ou au Royaume Uni.

---

<sup>1</sup> Le mot dépôt fait référence à un ou plusieurs composants du système climatique dans lequel un gaz à effet de serre est stocké ; on entend par puit, tout processus, activité ou mécanisme absorbant un gaz à effet de serre.

Ceci revient à dire que l'exploitation de l'atmosphère de la part d'un citoyen des Etats-Unis, vingt fois plus importante que celle d'un citoyen de l'Inde lui donne droit à utiliser également vingt fois plus de ressources: vingt fois plus de terre pour planter des arbres, vingt fois plus d'employés afin de les planter et de les entretenir, etc.

Cette approche «écologique» d'appropriation des ressources infligerait de nouvelles pressions sur les droits des terres et des eaux du Sud ainsi que de nouveaux risques à prendre de la part de ceux qui peuvent difficilement les prendre. L'expérience au niveau mondial en ce qui concerne les plantations de cellulose et de palmiers à huile a mis en évidence ce qui arrive lorsque de puissants intérêts économiques prennent le contrôle de grandes surfaces de terre afin de planter des arbres avec un seul but. Les terres de culture, les pâturages et les surfaces destinées à la collecte sont confisquées. Les ressources hydriques ainsi que la pêche en supportent les préjudices et les sols se dégradent. Les communautés locales sont souvent chassées de leur territoire, très peu d'emplois se créent et les gouvernements locaux diminuent leur écoute vis-à-vis des populations locales. Les écosystèmes se simplifient, la biodiversité est ravagée et même les forêts naturelles sont remplacées par des plantations. (Voir Documents informatifs N° 1 et 2<sup>2</sup> de la Campagne sur les plantations du Mouvement pour les forêts tropicales – WRM-World Rainforest Movement.) Rien ne laisse à penser que les plantations destinées à stocker du carbone seraient différentes de celles-là. Cette perspective est menaçante étant donné que certaines personnes proposent de planter une surface équivalente à celle de l'Australie! Une communauté chassée aujourd'hui de ses terres par une entreprise pétrolière qui veut faire une prospection pour l'extraction de matière première afin d'alimenter des voitures qui sont à des milliers de kilomètres de distance, peut être chassée une nouvelle fois demain au bénéfice des plantations forestières qui, d'après les conducteurs de ces mêmes voitures, sont utiles pour «compenser» la consommation du combustible par les voitures en question. Tout ceci s'avère assez ironique. Au lieu de réduire la trace écologique du Nord, la «compensation» du carbone, effectuée en utilisant des plantations forestières, ne fait que l'augmenter.

Par ailleurs, les terres ainsi que les autres ressources utilisées dans ce genre de foresterie sont achetées avec de l'argent, une partie duquel a été obtenu au moyen de la surexploitation de l'atmosphère qui a accompagnée le développement industriel. La «dette du carbone» historique que le Nord a envers le Sud est ainsi carrément ignorée.

Cette approche ratifie et approfondit les inégalités liées à l'utilisations des ressources qui existent entre le Nord et le Sud; elle ratifie également les inégalités existantes entre les zones urbaines et les rurales, aussi bien du Nord que du Sud, ainsi que les inégalités existantes dans les régions industrialisées elles-mêmes. Une entreprise de Chicago, par exemple, qui achète des droits d'émission de dioxyde de carbone en finançant des plantations «compensatoires» au Costa Rica, peut continuer à produire –en plus du CO<sub>2</sub>– d'autres polluants, notamment des hydrocarbures polycycliques aromatiques et des matériaux à particules fines, qui représentent un risque mortel pour la santé des voisins de l'usine. Le mouvement contre le racisme environnemental en Amérique du Nord a fait état d'un nombre disproportionné de ces usines localisées dans des quartiers où habitent des communautés noires pauvres.

## **Quelle approche s'avère la plus efficace?**

Les différences politiques existantes entre les deux approches sont claires. Mais quel serait le niveau d'efficacité de chaque solution en ce qui concerne la limitation du réchauffement global? Le contraste entre les deux options est aussi évident.

La première approche est basée sur de solides connaissances scientifiques. Des milliers d'années d'expérience prouvent l'efficacité obtenue en maintenant les hydrocarbures enterrés en vue de stabiliser les niveaux de CO<sub>2</sub> atmosphérique. Les scientifiques sont d'accord sur le fait que si le taux de concentration de CO<sub>2</sub> est le double du taux de concentration existant avant la période industrielle, soit 280 parts par million, le climat mondial serait dangereusement modifié. Si les tendances actuelles perdurent, le taux serait doublé vers la moitié du siècle en cours, étant donné que les niveaux actuels de CO<sub>2</sub> sont déjà supérieurs de 30% à ceux de la période préindustrielle. Il n'a pas encore été établi à partir de quel niveau la concentration de CO<sub>2</sub>

---

<sup>2</sup> 1- "Les plantations de bois à pâte : un problème croissant" / 2- "Dix réponses à dix mensonges"

peut mettre en danger l'habitabilité de la planète, mais quoi qu'il en soit, la stratégie de réduction rapide et radicale des émissions est celle qui s'appuie sur les fondements théoriques les plus solides. Pour s'assurer que le volume de CO<sub>2</sub> n'atteigne pas le double du taux préindustriel, il est nécessaire de réduire les émissions de 60% au moins par rapport aux émissions observées en 1990.

Par ailleurs, les méthodes permettant de réussir une importante réduction des émissions des pays industrialisés ainsi que de maintenir celles du Sud dans les niveaux actuels sans les augmenter, sont assez bien connues. Il existe déjà de nombreuses techniques de conservation de l'énergie et d'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi que des technologies basées sur l'énergie solaire et autres types d'énergies renouvelables. Elles pourraient se développer encore davantage. Pour assurer ce développement, des investissements équivalents à ceux consacrés aujourd'hui à l'énergie nucléaire ou à l'utilisation des combustibles fossiles seraient nécessaires. Il n'est pas nécessaire de développer une nouvelle technologie éblouissante mais de promouvoir une forte volonté politique qui soutienne les initiatives déjà existantes.

Par contre, la deuxième approche est basée sur des fondements scientifiques considérés comme incertains par la plupart des gens. On n'est même pas sûrs de savoir quels sont exactement les puits de carbone qui existent actuellement sur la Terre, ni comment ils fonctionnent. Les scientifiques ne se sont pas encore mis d'accord sur la quantité de carbone qui est absorbée et émise par les forêts tempérées ni sur les moyens à mettre en œuvre pour la connaître. Le fait de prétendre créer de nouveaux puits, importants, sécurisés et auxquels on pourrait faire confiance, s'avérerait une tâche beaucoup plus ardue encore qu'essayer de répondre aux questions existantes.

Il serait encore plus difficile d'essayer de quantifier l'efficacité de chacun de ces puits de carbone à compenser une quantité déterminée d'émissions industrielles. Parce qu'en fin de compte, le rêve parfait serait qu'un jour, les habitants d'un pays riche ne désirant pas réduire leurs émissions de dioxyde de carbone, puissent aller dans un Marché du Carbone acheter le nombre de mètres de puits de carbone nécessaires à leurs besoins de façon à «compenser» leurs émissions. Cette image montre l'incapacité évidente d'analyser avec justice les difficultés existantes pour apprécier les résultats de l'interaction des différents types de systèmes, à savoir l'écologique, le social, le géologique, le politique, l'hydrologique, le bureaucratique, le biochimique, l'économique et l'atmosphérique.

Les conséquences que peuvent entraîner les technologies de création de nouveaux puits de carbone sont imprévisibles, mais potentiellement très déstabilisantes et faisant probablement plus de mal que de bien. Des scientifiques sont en train de mener des recherches aux Etats-Unis et au Japon dans le but de découvrir s'il est possible de dissoudre des millions de tonnes de CO<sub>2</sub> dans les eaux profondes de l'océan; l'idée est également de stimuler la croissance des algues –de façon à ce qu'elles puissent absorber davantage de CO<sub>2</sub>–, sur des centaines de kilomètres carrés de l'Océan pacifique, en les fertilisant avec de la poudre de fer, ainsi que d'injecter d'énormes quantités de CO<sub>2</sub> dans des aquifères ou des dépôts souterrains de combustible fossile. D'autres propositions récentes qui ont été faites en vue d'absorber du dioxyde de carbone sont:

- lancer des torpilles de glace carbonique vers les profondeurs de l'océan,
- construire des voitures à partir du carbone,
- enterrer des troncs d'arbres ou des restes organiques dans les fonds marins,
- planter de grandes surfaces d'organismes génétiquement modifiés afin de fixer du carbone «plus efficacement» ou de produire du «bioplastique» plus durable en utilisant du carbone,
- mettre en place des fermes flottantes d'algues sur des milliers de kilomètres qui s'enfonceraient éventuellement dans la mer au fur et à mesure qu'elles consomment du CO<sub>2</sub> et deviennent plus lourdes,
- voler avec des avions militaires C-130 au-dessus de l'Ecosse et d'autres pays en laissant tomber des millions de cônes métalliques avec des plants de pins à l'intérieur.

Même les scientifiques concernés par ces initiatives ont du mal à garder leur sérieux quand ce genre de projets sont abordés. En ce sens, le Département de l'énergie des Etats-Unis a exprimé en 1999 de façon particulièrement euphémique que «la plupart des possibilités existantes d'absorption de carbone considèrent des technologies et des idées immatures».

## La solution des plantations en tant que puits de carbone

La technique la plus connue qui consiste à employer des plantations forestières conventionnelles afin de «fixer» les émissions de carbone semble être simple et ne poser aucun problème. Pourtant, l'idée de planter des arbres afin de pouvoir remettre à plus tard la nécessaire réduction des émissions est basée sur une science aussi discutable que celle des «solutions» citées précédemment.

La question est la suivante: comment établir une «équivalence» significative et fiable entre le carbone stocké en permanence dans des dépôts de combustible fossile, le CO<sub>2</sub> transitoire présent dans l'atmosphère et le carbone absorbé temporairement par des plantations d'arbres ou des programmes nationaux de foresterie. Personne ne sait comment le faire et il est peu probable qu'on puisse le faire un jour.

Il est impossible de prédire avec certitude combien de carbone pourrait être absorbé de l'atmosphère par un projet de plantations et pour combien de temps. A la différence du pétrole ou du carbone stockés sous terre, et des carbonates du fond de la mer, le carbone stocké dans les arbres vivants ou morts des plantations, ainsi qu'à la surface du sol, est «fragile». Ceci revient à dire qu'il peut revenir à l'atmosphère à tout moment. Les plantations sont souvent ravagées par des incendies naturels ou intentionnés. Les taux de décomposition sont difficiles à prévoir, étant donné qu'ils dépendent d'un grand nombre de variables extrêmement dynamiques. Il en est de même pour les taux de respiration –processus à travers duquel les arbres libèrent à nouveau du CO<sub>2</sub> vers l'atmosphère lors de la consommation des hydrates de carbone produits pendant la photosynthèse ou lorsque les microorganismes du sol décomposent la matière végétale–. En raison de cela, les promoteurs des plantations en tant que puits de carbone ont subi un échec inespéré en octobre 1999, lorsqu'un rapport du Colloque intergouvernemental sur le changement climatique (IPCC) a conclu que, à mesure que la Terre se réchauffe et que la respiration augmente plus rapidement que la capture de CO<sub>2</sub>, ces plantations commenceraient à libérer la plupart de leur carbone vers l'atmosphère. Ce qui veut dire que les plantations mises en place aujourd'hui en vue de protéger la planète du réchauffement global, pourraient finir par le promouvoir dans un futur. D'après Will Steffen, membre de l'Académie royale des sciences suédoise et président du Programme international Géosphère-Biosphère (International Geosphere-Biosphere Programme), le boisement est une «manière incertaine de stocker du carbone en vue de le laisser en dehors des circuits où il pourrait être nocif», et ce, même en considérant exclusivement les aspects biochimiques.

Les conflits politiques ou les changements légaux qui peuvent apparaître sont également difficiles à prévoir. Ceux-ci pourraient donner lieu à la coupe des arbres de la part des paysans concernés ou de fonctionnaires de l'état. Par ailleurs, il est difficile de suivre la trace du papier et autres produits du bois obtenus des plantations. Certains produits peuvent être immédiatement brûlés; certains peuvent se décomposer plus lentement; d'autres peuvent avoir une durée de vie supérieure sous forme de matériaux de construction ou de meubles; il y en a aussi qui servent de matériau de remplissage sanitaire ce qui peut entraîner ou bien un stockage de carbone à long terme ou bien une dangereuse libération de gaz méthane. Les incertitudes et les possibilités de fraude sont énormes. En une année seulement –de 1997 à 1998– les Etats-Unis ont multiplié par deux leur capacité de fixer du carbone, par le seul fait d'inclure parmi ses «puits à carbone», au niveau national, le bois produit par les forêts publiques et le bois enterré en tant que remplissage sanitaire. Mais ils ont quand même accepté le fait que les taux nets de capture de ses forêts matures sont en train de diminuer.

Et ceci n'est qu'un début. Pour crédibiliser le fait qu'une plantation forestière «compense» une certaine quantité d'émissions de CO<sub>2</sub>, les défenseurs de cette initiative devront quantifier un facteur exprimant dans quelle mesure les plantations ont détruit les dépôts de carbone existants, libérant ainsi du CO<sub>2</sub> vers l'atmosphère. Les études par satellite indiquent que, durant la décennie des années 1980, 75% des nouvelles plantations des pays du tropique ont été faites dans des régions occupées dix ans auparavant par des forêts vierges. En conséquence, environ 725 millions de tonnes de dioxyde de carbone ont été libérées. Et le fait de remplacer des prairies par des plantations forestières –pratique assez courante– peut avoir également des effets contraires. Des études récentes ont montré que l'écosystème des paramos<sup>3</sup> des Andes est plus efficace que les plantations en ce qui concerne l'absorption de CO<sub>2</sub>.

Par ailleurs, il serait nécessaire d'effectuer le suivi précis, pendant un siècle environ, des activités de toutes les communautés chassées par des plantations réalisées en vue de stocker du carbone ou par les forêts

---

<sup>3</sup> Le paramo est un plateau à hautes herbes caractéristique des habitats à très haute altitude des Andes.

protégées dans ce but, et ce, quel que soit l'endroit où elles aient migré, pour déterminer dans quelle mesure l'occupation d'autres forêts ou prairies par ces communautés n'entraîne pas une libération vers l'atmosphère du carbone stocké dans ces écosystèmes.

Les promoteurs de ces plantations devraient également déterminer avec précision et pendant un long laps de temps dans quelle mesure les plantations:

- entraînent une augmentation nette des émissions en raison de la libération de carbone à partir de sols dont la couche végétale originale a disparu, et ce, dans des différentes hypothèses de climat;
- nuisent à la capacité de stockage de carbone que possède le sol qui se trouve en aval en raison de l'érosion et d'autres processus causés par les plantations;
- voient diminuer leur nombre d'arbres à cause des insectes, maladies ou accidents;
- favorisent l'incontrôlabilité des incendies, comme par exemple dans la Péninsule Ibérique et en Indonésie;
- entraînent la coupe de forêts dans d'autres régions pour compenser la perte des sources d'aliments ou autres cultures;
- déplacent l'exploitation du bois vers d'autres lieux;
- entraînent des changements sociaux qui nuisent à la capture nette du carbone, notamment la perte des connaissances en matière d'agriculture durable ou l'augmentation de la surconsommation;
- détournent des fonds qui auraient pu être utilisés en vue de favoriser d'autres formes de stockage du carbone, dont l'efficacité devraient également être quantifiée pour de longues périodes de temps et pour de différents scénarios;
- découragent le développement de technologies ou de réseaux de résistance politique qui pourraient freiner l'exploitation des rémanents du pétrole ou du charbon;
- affaiblissent le développement de technologies existantes ou rendent plus difficile le renforcement de réseaux sociaux qui luttent contre la coupe des forêts et la déstabilisation du climat qui en découle;
- favorisent l'existence de spéculateurs qui dégradent les forêts en dehors des limites établies par le projet en vue d'obtenir de l'argent pour des projets de capture du carbone;
- font que la population locale abandonne des pratiques de conservation des forêts qui ont été reconnues positives;
- rendent non viables d'autres opérations forestières non subventionnées par l'argent assigné à la «fixation» du carbone, ou bien entraînent une augmentation des prix du bois incitant à la coupe de forêts qui se trouvent en dehors de la limite du projet;
- entraînent des conséquences négatives sur la nature du marché de produits forestiers et du marché des terres, ce qui provoque à son tour des impacts sur les émissions nettes de carbone;

En général, la capacité relative d'une plantation à fixer du carbone devrait être déterminée en comparant ses résultats avec ceux d'un scénario dans lequel les règles de comportement actuel sont maintenues. Ça n'aurait pas de sens de mettre en place une plantation entraînant davantage de libération de dioxyde de carbone que dans la situation existante sans plantation. Mais qui est capable de déterminer quel est le scénario qui suit les règles de comportement actuelles? Qui peut prédire, pour que ce soit fiable, ce qui arriverait en l'absence de plantation? Un intellectuel d'origine urbaine, sans aucune connaissance d'économie rurale ou des méthodes de gestion des ressources naturelles, pourrait supposer qu'en l'absence de plantation, les paysans locaux «ignorants» détruiraient les ressources existantes. Un expert forestier sans scrupules peut penser qu'en extrapolant les données physiques et biologiques observées dans le passé à cet endroit, il est possible de déduire ce qui arriverait en l'absence de plantation. Mais cette vision ne tient pas compte du fait qu'une prédiction de ce genre doit nécessairement considérer de quelle façon les sociétés humaines agiraient et réagiraient en présence de ces informations. Un fonctionnaire de la Banque mondiale ne voudra comparer la plantation avec aucune autre option de stockage de carbone exigeant des changements politiques plus profonds, qui pourraient entraîner la naissance d'initiatives locales de conservation des forêts, la réduction de la demande externe de certains produits forestiers ou des initiatives de lutte contre les transnationales ou contre la répression du gouvernement. Et nous n'avons pas tenu compte jusqu'à maintenant des énormes subventions existantes qui font que les personnes désireuses de profiter du boisement «fixateur» de carbone agissent de façon nettement malhonnête au moment de la détermination du niveau d'émissions «de base».

Les institutions dont le futur dépend de la certification des plantations «fixatrices» de carbone acceptent l'existence de seulement quelques unes de ces difficultés. Et même quand elles les acceptent, elles les «surmontent» au moyen de manipulations statistiques auxquelles elles sont habituées, sans tenir compte du fait que tous ces efforts réussissent uniquement à accroître les problèmes sous-jacents. Certains experts ont déclaré que si le fait de produire une tonne de bois, en évitant pendant un siècle qu'elle se décompose ou qu'elle brûle, en vue de maximiser ses effets stabilisants du climat, s'avère trop «incertain», on pourrait essayer d'obtenir le même résultat en produisant 10 tonnes ou plus de bois, en la protégeant de la décomposition et du feu pendant une période de 10 ans, ce qui serait plus réaliste. Mais toutes ces hypothèses soignées et établies sur papier ne tiennent pas compte du fait que produire 10 tonnes de bois au lieu d'une exige 10 fois plus de terres ce qui augmente considérablement les préjudices causés aux sociétés locales –qui peuvent entraîner des conflits sociaux– et ne tiennent pas compte non plus des éventuels effets collatéraux. D'autres experts pensent qu'une façon de s'assurer contre l'instabilité d'une plantation individuelle est d'investir dans un portefeuille de projets qui finalement peuvent s'avérer comme étant d'une efficacité douteuse et dont les effets sont encore moins prévisibles pouvant faire plus de mal que de bien.

La croyance qu'une certaine surface de terre boisée peut «compenser» une certaine quantité d'émissions industrielles de dioxyde de carbone est basée sur de fausses suppositions en ce qui concerne son évaluation. Les plantations «compensatoires» sur une grande échelle, au lieu de freiner le réchauffement global pourraient même l'augmenter. Si la transition vers une distribution plus équitable des émissions et vers des régimes énergétiques plus raisonnables est retardée, ces plantations pourraient être à l'origine d'une augmentation des émissions de carbone, en fonction de l'industrie et de l'utilisation du sol, ce qui pourrait être évité. Sur la base de ce qui a été exposé précédemment, le boisement ne devrait pas faire partie des négociations sur le climat. Le point concernant la réduction des émissions devrait figurer sur l'agenda politique de façon tout à fait indépendante du point concernant les mesures de protection au moyen de puits de carbone.

## Qui sont les bénéficiaires?

Au delà des inégalités sociales qu'elles entraînent et de l'irrationalité de ces projets de plantations «compensatoires» des émissions de carbone, les subventions accordées pour ces activités sont très importantes. Parmi les bénéficiaires:

Les RÉSEAUX D'ENTREPRISES dont la structure et les investissements sont basés sur l'extraction et la consommation du combustible fossile rémanent se sont montrés réticents vis-à-vis des délégués des Etats-Unis qui envisageaient, lors des négociations internationales sur le climat, de s'engager au nom de leur pays à réduire au moins un minimum les émissions de CO<sub>2</sub>, ce qui n'a pas pu être concrétisé. Quelques unes des entreprises qui favorisent fortement l'augmentation de la consommation de combustible fossile dans le Sud – notamment Exxon– ont sollicité des responsables des négociations dans le Nord de ne passer aucun accord concernant la limitation des émissions sauf si le Sud en faisait autant. Lorsque, lors des négociations préparatoires au Protocole de Kyoto en 1997, les pressions existantes dans le sens d'établir des réductions – tout au moins symboliques– sont devenues irrésistibles, ces entreprises ont donné des directives aux délégués des Etats-Unis et à ceux des autres pays riches participants pour qu'ils négocient des accords de «compensation» de carbone, y compris les crédits de carbone provenant des plantations forestières, de façon à respecter ainsi les objectifs fixés de réduction d'émissions. Ceci permettait donc de ou même d'éviter la mise en place des changements nécessaires par rapport à la situation actuelle. Ces réseaux d'entreprises sont en train d'agir également dans d'autres domaines, en dehors des négociations concernant le climat. En janvier 1999, par exemple, la Fédération des organisations économiques du Japon (Japan Federation of Economic Organizations) a proposé au président chinois, Jiang Zeming, d'élaborer un programme de plantations en Chine –qui serait conçu par des entreprises japonaises– en vue de s'assurer davantage de quotas d'émission de dioxyde de carbone dans le cadre du Protocole de Kyoto. Entre-temps, en 1999, en Angleterre, la Confédération britannique de l'industrie a essayé de lancer un système de commercialisation du carbone dans le but de freiner ou de réduire l'impôt à la consommation d'énergie programmé par le gouvernement.

Les ENTREPRISES PRODUCTRICES D'ÉLECTRICITÉ considèrent le boisement «compensatoire» comme étant un moyen bon marché de persuader les organismes régulateurs de l'état ainsi que les consommateurs, car elles

montrent ainsi qu'elles sont en train de mettre en place des actions concernant les émissions. La compagnie officielle d'électricité des Pays Bas a participé à un projet de plantation de «capture de carbone» à Sabah, en Malaisie, et à une plantation de pins et d'eucalyptus dans ce même but dans les Andes équatoriennes. Par ailleurs, Tokyo Electric Power est en train de planter des arbres dans la Nouvelle-Galles du Sud, en Australie, Detroit Edison fait de même en Amérique centrale, SaskPower au Canada et Pacific Power of Australia en Australie.

Les ENTREPRISES ÉNERGÉTIQUES et autres commencent également à agir dans ce domaine. Des sociétés des Etats-Unis émettrices de carbone ont passé un accord de 20 millions de dollars avec le Costa Rica en vue de rémunérer les paysans responsables de la plantation d'arbres et de leur entretien pendant une longue période, de 15 à 20 ans. Amerada Gas est sur le point d'obtenir le label «Respect du climat» («Climate Care») octroyé par le Fonds d'investissements pour le stockage de carbone (Carbon Storage Trust), dont le siège est à Oxford, dans le cadre d'un accord qui a pour but d'effectuer des plantations d'arbres à l'ouest de l'Ouganda. Suncor Energy –société pétrolière de Calgary, Canada– envisage de se joindre à la Southern Pacific Petroleum et à la Central Pacific Minerals en vue de mettre en place un projet de plantation de plus de 180 000 arbres natifs dans la zone central du Queensland pour «compenser» les émissions de dioxyde de carbone qui seront dues au futur développement de l'industrie pétrolière.

Les FABRICANTS D'AUTOMOBILES essayent de se donner une image verte en se servant des plantations forestières. En Angleterre, par exemple, tous les acheteurs du nouveau modèle Demio de Mazda obtiennent un avantage supplémentaire: l'entreprise s'engage à planter cinq arbres pour «compenser» les émissions de carbone de la première année d'utilisation de la voiture achetée. De ce fait, les consommateurs concernés collaborent non seulement avec l'extraction et le raffinage de produits miniers et pétroliers, avec l'émission de grandes quantités de dioxyde de carbone, mais également avec la mise en place de plantations dans des terres qu'ils ne verront probablement jamais de leurs propres yeux. Avis Europe envisage aussi de planter un arbre pour chaque voiture de location de sa flotte. Entre-temps, la Fédération internationale de l'automobile est en train de promouvoir l'installation de 30 000 arbres aux Chiapas, dans le Mexique, sur des terres habitées par des communautés mayas Tojolobal et sur des terres basses peuplées par les mayas Tzeltal, dans le but de «compenser» les 5 500 tonnes émises chaque année par les courses de Formule Un, et ce, au prix ridicule de 61 000 dollars par an.

Des SOCIÉTÉS COMMERCIALES, AGENTS DE PROMOTION ET BANQUES D'INVESTISSEMENT espèrent percevoir des commissions pour leur participation lors des transactions dans les futurs marchés d'actions de carbone à Chicago, à Londres et à Sidney. Certaines organisations, notamment la Fédération internationale de séquestration du carbone (International Carbon Sequestration Federation) et les Forêts américaines (American Forests) sont déjà en train d'offrir des crédits sur le marché du carbone. Entre-temps, des entités comme par exemple l'Union des banques suisses attendent avec impatience de pouvoir prêter de l'argent pour ces nouvelles plantations.

Des ORGANISATIONS INFLUENTES proches de l'industrie, comme le World Resources Institute, soutiennent en général les programmes de séquestration et de stockage de carbone, parce qu'ils correspondent à leur idéologie et parce qu'elles obtiennent des avantages pour leur participation à la planification et à la justification de ces projets.

Les AGENCES MULTILATÉRALES envisagent de tirer profit du marché du carbone, en profitant de l'infrastructure politique qui a déjà été mise en place en vue d'assurer le transfert de richesse du Sud vers le Nord. La Banque mondiale, par exemple, pense obtenir des bénéfices aussi bien en soutenant de nouveaux investissements dans le domaine des combustibles fossiles dans le Sud qu'en les faisant «nettoyer» ensuite au moyen de projets de plantations. La Banque est également en train d'utiliser des fonds d'entreprises productrices d'électricité et des gouvernements des pays nordiques en vue de développer un Fonds prototype de carbone dans le but de favoriser la mise en place de «marchés globaux d'investissements en gaz à effet de serre»; d'ailleurs, elle a déjà un portefeuille de projets dans le Sud. Entre-temps, la Banque est en train d'élaborer un Mécanisme de développement propre pour obtenir des subventions pour le commerce de «crédits de carbone» en établissant une banque de carbone ou une bourse de valeurs pour le carbone. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) est en train de se servir de l'argent des contribuables pour aider à l'installation d'une Association internationale du commerce des

émissions –formée par quelques 60 entreprises transnationales et organisations environnementales– dont le but serait de mettre en place les mécanismes nécessaires au bon fonctionnement de ce nouveau marché.

Les tendances indiquées ci-dessus ont favorisé la création d'institutions ainsi que de postes rémunérés et prestigieux pour un nombre croissant de professionnels désireux de faire des recherches sur ce sujet, de certifier et de gérer des plantations «compensatoires», dont le rôle est fondamental en ce qui concerne la confiance faite à ces plantations et à leur efficacité. Des SOCIÉTÉS CONSEIL comme SGS Forestry, Margules Poyry et Econergy International Corporation peuvent obtenir des contrats très lucratifs de suivi et de justification de projets de capture de carbone en utilisant le boisement. A la Chambre de commerce de Chicago, on offre déjà des crédits de carbone certifiés par SGS. Certains experts travaillent même avec des agences des Nations unies, font du lobbying lors de la Conférence des parties (COP), de la Convention cadre du changement climatique et font leur propres affaires dans des projets de «déduction» de carbone. Mark Trexler –dont la société pionnière Trexler & Associates envisage de faire fortune avec la promotion de ce genre d'affaires– était présent lors de la quatrième réunion de la COP à Buenos Aires, en novembre 1998, et il est éditeur de la révision de l'un des chapitres du brouillon du Rapport spécial du Colloque intergouvernemental sur le changement climatique, sur les Modifications de l'utilisation du sol, Changements dans l'utilisation du sol et foresterie. On ne sera pas surpris alors si le rapport a plutôt l'air de donner son approbation «scientifique» à l'idée d'établir une comptabilité entre les émissions industrielles de carbone et les plantations.

De nombreux PROFESSIONNELS FORESTIERS voient dans l'essor des plantations compensatoires de carbone une façon de transformer leur profession, jusqu'alors marginalisée et politiquement faible, en une profession importante et capable d'obtenir les fonds nécessaires. D'autres professionnels de la foresterie espèrent sincèrement que l'argent supplémentaire consacré au boisement ou reboisement de «déduction de carbone» – au delà des conflits soulevés par ce concept– sera investi dans l'amélioration des programmes de préservation des forêts et bénéficiera aux «populations exclues» en conservant leurs moyens de subsistance. Ces professionnels bien intentionnés sont en train de se laisser influencer par certains ÉCONOMISTES néolibéraux, qui soutiennent que la seule alternative «rentable», en termes de marché, afin d'éviter que les forêts ne se convertissent à l'agriculture, c'est de considérer les forêts en tant que puits de carbone. Les CHERCHEURS EN INGÉNIERIE GÉNÉTIQUE espèrent également pouvoir participer au marché croissant de ce genre de plantations. Ironiquement, tandis que l'industrie papetière essaye d'obtenir des arbres génétiquement modifiés avec une teneur réduite en lignine –composant structurel des arbres qui ne peut pas être utilisé dans la fabrication du papier de bonne qualité–, l'industrie naissante du carbone a besoin d'arbres génétiquement modifiés avec un taux plus important de lignine pour que leur survie soit plus longue. Des ACADÉMICIENS appartenant à des institutions comme l'Université d'Edimbourg et l'Université de Floride sont en train de collaborer à des activités de certification et de suivi de ce type de projets.

Des FONCTIONNAIRES de nombreux GOUVERNEMENTS DU NORD soutiennent avec enthousiasme ce processus. Le gouvernement australien, par exemple, espère que la création de marchés pilotes d'autorisations d'émissions et de crédits de carbone favorisera la croissance de l'économie. Un ministre de l'agriculture de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie) était très enthousiasmé par l'idée de l'apparition d'une «nouvelle industrie dynamique» qui créera des postes de travail au travers d'un million d'hectares de plantations. L'Agence canadienne de développement international (CIDA) a proposé de faire grâce de 680 000 dollars de la dette du Honduras avec le Canada –dont le montant total est de 11 millions de dollars– si le Honduras ouvre un bureau pour promouvoir des plantations et faire le suivi de la conservation des forêts, dans le cadre du Protocole de Kyoto. En échange, le Canada bénéficierait de crédits du fait d'avoir «diminué» ainsi ses émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre sans avoir modifié du tout ses pratiques industrielles.

Il est peu probable que les GOUVERNEMENTS DU SUD soient prêts à faire face à cette grande vague de plantations à carbone. Le Costa Rica est peut-être le pays qui est en train de promouvoir le plus des accords à ce sujet. Pour cela, il a déjà mis en place le Fonds national du carbone, par intermédiaire duquel les investisseurs peuvent acheter des Emissions commercialisables certifiées, créées grâce à l'acheminement de capitaux du Nord vers des projets de foresterie. Il a même été dit que l'Argentine envisage de gagner 700 millions de dollars par an en plantant "des forêts absorbant du dioxyde de carbone", et en les conservant plantées, sur une surface de 10 millions d'hectares constituées pour la plupart de prairies, et ce, avec une aide de 4 milliards de dollars d'investissements étrangers. Par ailleurs, 26 ministres de pays d'Afrique ont

adressé une requête spéciale de fonds au CDM, en demandant un «fonds initial» afin de mettre en place la structure administrative nécessaire.

Certains PROPRIÉTAIRES DE PLANTATIONS ainsi que les fonctionnaires des Etats qui les soutiennent espèrent obtenir davantage d'investissements ou bien gagner une image verte à partir du marché du carbone. Un producteur commercial de conifères en Irlande, par exemple, a fait valoir récemment une recherche selon laquelle les sapins norvégiens sont capables de stocker davantage de carbone que les forêts mixtes à feuille caduque. Par ailleurs, le ministre des industries primaires de Malaisie a également participé à la discussion en affirmant que les plantations de palmiers à huile de son pays étaient «bien meilleures –en ce qui concerne l'absorption de gaz carbonique– que les pins qui poussent dans les pays développés».

D'autres entreprises forestières sont également prêtes à faire des affaires grâce à ce problème. Dès que le réchauffement global est devenu un sujet politique à l'ordre du jour, un fonctionnaire de l'Association de forestiers des Etats-Unis (American Forest Association) a proposé de planter 100 millions d'arbres en vue de freiner l'effet de serre. En Norvège, la compagnie forestière Treefarms a annoncé qu'elle était en train d'élaborer un projet de plantation de pins et d'eucalyptus à croissance rapide sur une surface de 150 km<sup>2</sup> de plaine herbacée au sud-ouest de la Thaïlande. L'entreprise affirme que la réalisation de ce projet, prévu pour l'an 2010, permettra de stocker plus d'un million de tonnes de carbone.

Certaines organisations non-gouvernementales sont en train de se positionner en tant qu'agents de promotion des transactions du carbone et spécialistes en «compensations». Elles espèrent acquérir de cette façon une bonne réputation face aux promoteurs ou aux collègues du gouvernement en tant que défenseurs du «marché vert» qui est actuellement à la mode dans le domaine l'environnement. C'est le cas par exemple de Environmental Defense Fund et de Rainforest Alliance, qui se sont associées au Forestry Research Institute pour collaborer avec les projets forestiers de carbone de Suncor Corporation en Amérique centrale et dans d'autres régions.

## **Mais finalement, à qui appartient l'atmosphère?**

Tenant compte du large éventail de groupes intéressés qui soutiennent l'idée des plantations «compensatoires» de carbone, il n'est pas surprenant que cette approche se soit imposée avec une telle force. D'après le Business Week, il y a déjà 4 millions d'hectares de plantations dans le monde érigées à ces fins. Mark Trexler considère que le marché du carbone –qui n'est pas limité à la foresterie– pourrait concerner des montants de l'ordre de 40 à 100 milliards de dollars. De son côté, la Banque mondiale prévoit un chiffre de 150 milliards de dollars. Le Electric Power Research Institute pense que la valeur des autorisations d'émissions de dioxyde de carbone pourrait atteindre 13 000 milliards de dollars en 2050.

Ces chiffres, qui font déjà un peu peur, ne sont pour l'instant que des rêves, et ne représentent pas la réalité. Ils ont été estimés en supposant que la bataille pour la création d'un marché de «déduction» du carbone –un marché global du carbone– a déjà été gagnée. Mais ce n'est pas encore le cas. Il est impossible de transformer l'atmosphère, comme par magie, en une propriété privée. Ni de l'utiliser pour jeter à la poubelle du dioxyde de carbone. On ne peut pas non plus utiliser **une** baguette magique pour réserver la part du lion aux pays riches. Ni accorder aux riches la possibilité de continuer à contaminer l'atmosphère sous prétexte qu'ils occupent de vastes surfaces de la Terre avec des plantations forestières qui seront à l'origine de leur dégradation.

Les promoteurs de cette approche devront surmonter pas mal d'obstacles sur leur chemin. Entre autres le sens commun, la science et le plus important de tous, l'inévitable opposition de nombreux êtres humains qui habitent cette terre et dont leur survie dépend de ses ressources et qui souffriront d'une façon ou d'une autre des préjudices de cette redistribution des droits sur l'atmosphère en faveur des riches et au détriment des pauvres. Sont concernées, par exemple, toutes les personnes dont les terres risquent d'être noyées par les eaux, en raison de l'augmentation du niveau de la mer causée par l'effet de serre.

L'initiative des plantations «compensatoires» de carbone est un moyen d'approfondir et de consolider l'inégalité existante entre les riches et les pauvres, comme l'a été celle de la clôture des terres au début de l'Europe moderne, à partir de laquelle les terres communales ont été usurpées aux habitants pauvres des

zones rurales, divisées, privatisées et commercialisées, finissant aux mains des plus riches. Ceux qui obtiennent des bénéfices grâce à ces plantations ont pu cacher jusqu'à maintenant cette inégalité en utilisant un langage diplomatique ou soi-disant scientifique qui parle d'«efficacité», de «mécanismes flexibles» et de «comptabilité tonne/an de carbone». Mais à long terme, le caractère extrêmement négatif de cette initiative du point de vue politique, social et écologique ne pourra plus rester caché aux yeux de ceux qui en subissent les conséquences. Les populations dont les moyens de survie sont menacés par ces plantations uniront leurs efforts à ceux des mouvements qui luttent contre d'autres sortes de plantations forestières, notamment les plantations de cellulose et celles de palmiers à huile.

Tous les mouvements d'opposition à la croissance illimitée du Marché du carbone global bénéficient dès le départ d'un aspect positif, déjà prouvé, qui leur permet de rassembler leurs efforts, qui est scientifiquement sérieux et basé sur le principe de l'égalité des droits en ce qui concerne l'utilisation de l'atmosphère. Il s'agit du principe de «contraction et de convergence» en fonction duquel les pays seront obligés de négocier –et éventuellement renégocier en permanence– le maximum admissible de concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, en accord avec les variations des estimations scientifiques vis-à-vis du niveau de risque. En fonction de cela, ils établiraient les réductions progressives des émissions en vue d'atteindre l'objectif fixé, et simultanément les niveaux d'émissions des riches et des pauvres atteindraient graduellement un équilibre.

Supposons que tous les pays se mettent d'accord sur le fait que le niveau maximum admissible de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère en l'année 2100 est de 450 parts par million. Supposons également que tous les pays décident d'unifier en 2030 les émissions par habitant partout dans le monde. Pour atteindre cet objectif, la Grande Bretagne devrait réduire ses émissions de moitié et les Etats-Unis au quart de ses émissions actuelles, tandis que la Chine pourrait augmenter les siennes de 41% et le Bangladesh les siennes de 2 354 %. A partir de 2030, les pays réduiraient proportionnellement leurs émissions jusqu'à atteindre, en 2100, une valeur finale par habitant et par année de 0,2 tonnes de carbone.

Au lieu de ratifier et d'augmenter les inégalités en ce qui concerne l'utilisation des ressources de la terre, en occultant les pathologies inhérentes au modèle actuel d'exploitation des combustibles fossiles –comme le propose la «compensation» au moyen de plantations sur une grande échelle–, l'approche que nous venons d'exposer ci-dessus nous obligerait à combattre ouvertement les causes profondes de la crise du climat. En étant réalistes, un climat viable peut être obtenu en prenant des engagements concernant l'égalité des droits d'utilisation de l'atmosphère, au lieu de se servir des monocultures forestières, des usines à combustible fossile et des automobiles.

---

Nous remercions tout spécialement: Ricardo Carrere, Cathy Fogel, Aubrey Meyer, Tim Forsyth, Chris Lang, Marcus Colchester, Alvaro González, Sarah Sexton, Bill Barclay, Patrick Anderson, Anna Fanzeres, Nick

Hildyard, Lambert Okrah, Robert Mowbray, Mick Kelly, Yoichi Kuroda et Korinna Horta, en signalant qu'aucun d'eux est responsable du résultat final de ce document.

*Couverture: Andrea Abella*  
*Traduction: Sylvia Falcao*

© Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales

*Secrétariat International*  
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay  
Téléphone: 598 2 409 6192  
Télécopie: 598 2 401 9222  
Adresse électronique: [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)  
Page Web: <http://www.wrm.org.uy>

*Bureau en Europe*  
1c Fosseyway Business Centre, Stratford Road, Moreton in Marsh  
GL 56 9NQ, Royaume Uni  
Téléphone: 44 1608 652 893  
Télécopie: 44 1608 652 878  
Adresse électronique: [wrm@gn.apc.org](mailto:wrm@gn.apc.org)

*Cette publication est disponible également en espagnol, anglais et portugais*

Le contenu de la présente publication peut être reproduit en tout ou partie sans autorisation préalable sous réserve de citer expressément son auteur, le Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales, et de le lui communiquer.

*Réalisée grâce à la collaboration de SSNC et de Novib.*

## **A propos du WRM**

Le Mouvement mondial pour les Forêts tropicales (WRM) est un réseau international de groupes citoyens du Sud et du Nord concernés par la défense des forêts mondiales. Il travaille en vue d'assurer la possession des terres et les moyens de survie des peuples habitant les forêts et de rassembler les efforts en vue de protéger les forêts de l'abattage commercial, des barrages, de l'industrie minière, de l'exploitation du pétrole, des plantations, des fermes à crevettes, de la colonisation, des lotissements et autres projets qui représentent un danger pour l'existence de celles-ci.

Le Mouvement mondial pour les Forêts tropicales a été fondé en 1986 et les objectifs de ses premières activités ont été de réagir face aux défauts du Plan d'Action pour les Forêts tropicales de la F.A.O. et de la Banque mondiale, de combattre les excès du commerce des bois tropicaux et de faire face aux problèmes créés par l'Organisation internationale des Bois tropicaux (ITTO). En 1989, le WRM a publié la "Déclaration de Penang", dans laquelle l'approche commune des membres du Mouvement est établie. Dans cette déclaration, les principales causes de la déforestation tropicale sont identifiées, ainsi que l'insuffisance des principales actions officielles en réponse à la crise de la déforestation. Par ailleurs, un modèle alternatif de développement concernant les forêts tropicales est présenté, sur la base d'assurer la possession de la terre et les moyens de survie des peuples qui habitent les forêts.

En 1998, le WRM a publié la Déclaration de Montevideo et promu une campagne contre les monocultures forestières sur une grande échelle qui surgissent de plus en plus dans de nombreux pays et en particulier dans le Sud. Ces plantations ont déjà prouvé avoir des impacts négatifs au niveau local, aussi bien en ce qui concerne les communautés que leur environnement. L'objectif de cette campagne est de créer une conscience à ce sujet et d'organiser l'opposition à ce genre de développement forestier.

Le WRM fait partie du Secrétariat global de l'Initiative commune sur les Causes sous-jacentes de la Déforestation et la Dégradation des Forêts, qui constitue un processus lié au Forum intergouvernemental sur les Forêts.

Le WRM distribue mensuellement un bulletin électronique en anglais et en espagnol, un outil de diffusion d'information sur les actions locales et les processus globaux. Il diffuse également des informations ainsi que de la documentation importante sur sa page Web.

Le siège du Secrétariat international du WRM se trouve à Montevideo, Uruguay, et il existe aussi un bureau européen à Moreton-in-Marsh, au Royaume-Uni.